Catalogue 11-001F (English 11-001E) ISSN 0380-6103

Le Quotidien

Statistique Canada

Le lundi 4 mai 1998
Pour être diffusé à 8 h 30

PRINCIPAUX COMMUNIQUÉS

- **Permis de bâtir,** premier trimestre de 1998 et mars 1998 2
  La valeur des permis de bâtir du secteur résidentiel a légèrement augmenté au premier trimestre de 1998, une conséquence de la vigoureuse hausse de mars (la plus forte hausse mensuelle en près de sept ans).

AUTRES COMMUNIQUÉS

Enquête longitudinale sur le lieu de travail et les employés – résultats, 1996 6
Production et écoulement des produits du tabac, mars 1998 6

NOUVELLES PARUTIONS 7

Statistique Canada Statistics Canada

Canada

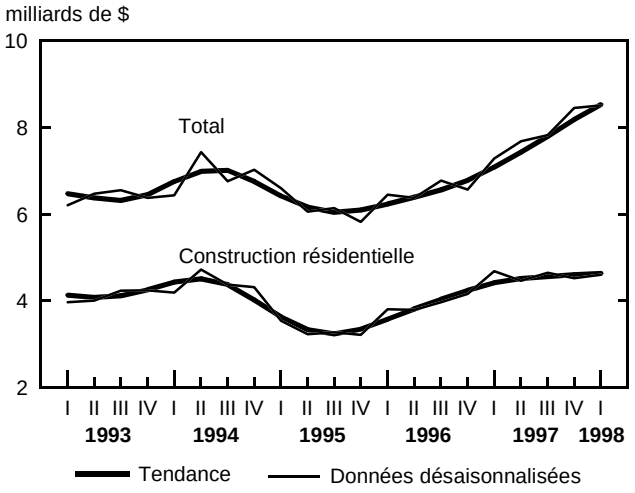
PRINCIPAUX COMMUNIQUÉS

Permis de bâtir

Premier trimestre de 1998 et mars 1998

La valeur des permis de bâtir du secteur résidentiel a légèrement augmenté au premier trimestre de 1998, une conséquence de la vigoureuse hausse de mars (la plus forte hausse mensuelle en près de sept ans).

Légère progression des intentions résidentielles



Entre janvier et mars, les municipalités ont délivré pour 4,6 milliards de dollars de permis de bâtir pour les habitations neuves (1,9 % de plus qu'au dernier trimestre de 1997), en raison de la hausse de la valeur des permis pour les logements multifamiliaux. Étant donné la grande confiance des consommateurs et les prix abordables des logements, les perspectives à court terme pour la construction d'habitations neuves sont positives, surtout si les taux hypothécaires et les prix des maisons demeurent relativement stables. Les prévisions du Conference Board du Canada et de la Société canadienne d'hypothèques et de logement (SCHL) confirment cet état de fait en annonçant des hausses d'environ 7 % pour 1998.

Après avoir atteint leur plus haut niveau trimestriel en huit ans (dernier trimestre de 1997), les intentions de construction non résidentielle ont légèrement reculé de 0,7 % au premier trimestre de 1998, les ramenant à 3,9 milliards de dollars. Les gains réalisés par les composantes institutionnelle et commerciale n'ont pas suffi à annuler la chute survenue dans le secteur industriel.

Note aux lecteurs

Sauf avis contraire, les données du présent communiqué sont désaisonnalisées, facilitant ainsi la comparaison par l'élimination de l'effet des variations saisonnières.

L'Enquête mensuelle sur les permis de construction et de démolition vise 2 600 municipalités représentant 94 % de la population. Ses résultats servent d'indicateur avancé de l'activité dans le domaine de la construction. Les collectivités représentant les 6 % restants de la population sont de très petite taille et leurs activités de construction n'ont qu'une faible incidence sur le total.

La valeur des intentions de construction présentées ici ne comprend pas les travaux d'ingénierie (aqueduc, égouts, ouvrages de drainage, par exemple) ni ceux associés au terrain. Le taux annuel est un chiffre mensuel corrigé des variations saisonnières et multiplié par 12 pour rendre compte des niveaux annuels.

Les municipalités ont délivré pour 3,0 milliards de dollars de permis en mars, c'est-à-dire 1,2 % de plus qu'en février. Les intentions de construction de logements unifamiliaux et multifamiliaux ont contribué à la progression de 8,7 %, portant la valeur des permis de bâtir à 1,6 milliard de dollars. Il s'agit de la deuxième hausse cette année et du niveau le plus élevé en près de sept ans. Quant à la valeur des permis de construction non résidentielle, elle a chuté de 6,6 % à 1,4 milliard de dollars, après avoir atteint en février son plus haut niveau en près de huit ans.

Les logements multifamiliaux mènent la progression dans le secteur résidentiel

Au premier trimestre, les gains des intentions de construction résidentielle étaient entièrement attribuables à la hausse de 21,4 % des projets de logements multifamiliaux, dont la valeur a atteint 1,3 milliard de dollars. Cette augmentation est la conséquence de projets d'investissements soutenus dans les immeubles à appartements, stimulés en partie par des taux d'inoccupation et d'intérêt favorables. Ces intentions ont porté la valeur des permis de construction de logements multifamiliaux à un niveau dépassant de 13,6 % celui du premier trimestre de 1997. En même temps, la valeur des permis de logements unifamiliaux a fléchi de 4,4 %, tombant à 3,3 milliards de dollars.

L'augmentation de la demande de maisons neuves s'est en partie reflété dans une récente enquête de la SCHL, qui a fait état d'une troisième hausse trimestrielle consécutive du nombre de mises en

chantier d'habitations. Jusqu'à présent, la SCHL a dénombré 151 000 mises en chantier cette année; par rapport à 1997 – qui a été une bonne année – ce nombre est très près de celui du premier trimestre (151 600) et de 1,9 % supérieur à celui du quatrième trimestre.

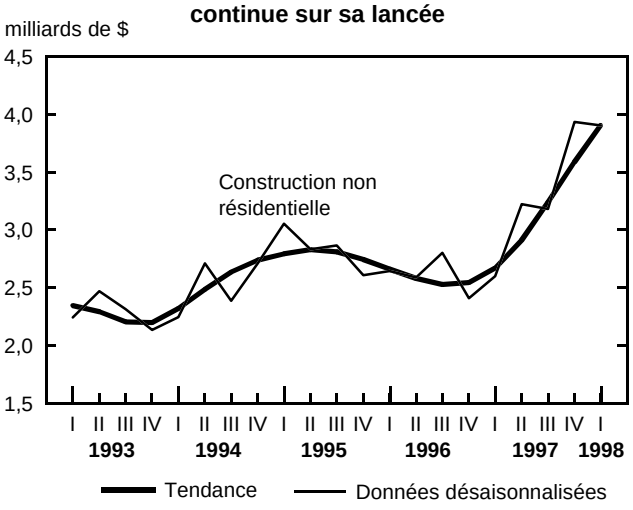
Au premier trimestre, la valeur des permis de construction résidentielle a augmenté dans sept des douze provinces et territoires. L'Ontario a observé la plus grande part de l'augmentation trimestrielle, délivrant pour 2,1 milliards de dollars de permis de construction résidentielle (+2,9 %), entièrement attribuables à la composante multifamiliale, dont la progression a été supérieure au repli de la composante unifamiliale. L'Ontario était suivie de la Colombie-Britannique, où les intentions de construction résidentielle ont progressé de 4,3 % au premier trimestre de 1998, atteignant 764 millions de dollars, après deux reculs trimestriels consécutifs. Encore une fois, les intentions de construction de logements multifamiliaux ont compensé la baisse de valeur des permis de construction de logements unifamiliaux.

La Nouvelle-Écosse a par contre connu la plus forte chute trimestrielle (-20,2 %, à 67 millions de dollars), une conséquence de la baisse de valeur des permis pour les logements unifamiliaux et, dans une moindre mesure, pour les logements multifamiliaux.

Les intentions de construction non résidentielle continuent sur leur lancée

Malgré le léger repli de 0,7 %, les intentions de construction non résidentielle au premier trimestre représentent le deuxième niveau en importance depuis le deuxième trimestre de 1990. Les gains du dernier trimestre de 1997 étaient principalement attribuables aux composantes industrielle et commerciale, alors qu'au premier trimestre de 1998, l'activité s'est déplacée en faveur de la composante institutionnelle.

La construction non résidentielle continue sur sa lancée



Le fléchissement du premier trimestre était attribuable à la composante industrielle, qui s'est fixée à 936 millions de dollars, après un recul de 15,5 %. La majeure partie de ce recul est venue de la réduction des intentions de construction dans les industries primaires et manufacturières. Malgré cette chute considérable, la composante industrielle a réalisé au premier trimestre de 1998 le deuxième niveau en importance depuis le deuxième trimestre de 1990, n'ayant été surpassée qu'au dernier trimestre de 1997.

Pratiquement tout le recul des intentions de construction industrielle du premier trimestre de 1998 a été compensé par une progression de 13,2 % de la valeur des permis de construction institutionnelle, qui a atteint 980 millions de dollars (le plus haut niveau trimestriel depuis le quatrième trimestre de 1991). Les permis de construction d'immeubles gouvernementaux, dont la plupart ont été émis en janvier 1998, expliquent la totalité de cette progression.

Enfin, au premier trimestre de 1998, la valeur des permis de construction commerciale a progressé de 1,5 % par rapport au dernier trimestre de 1997, atteignant 2,0 milliards de dollars. Il s'agit du plus haut niveau atteint depuis le deuxième trimestre de 1990. La quasi-totalité de l'augmentation est attribuable aux permis délivrés en février et en mars 1998 pour les bureaux et les laboratoires.

La construction de bâtiments dans l'ensemble du secteur non résidentiel affiche des signes encourageants depuis septembre 1996, les deux derniers trimestres ayant enregistré les plus fortes valeurs trimestrielles des permis de construction non résidentielle en huit ans. Quoiqu'il soit encore

trop tôt pour l'affirmer, ce régime pourrait se poursuivre en 1998, compte tenu des niveaux élevés d'investissements privés et publics prévus pour l'année (voir *Le Quotidien* du 25 février dernier).

L'Ontario est la province qui a le plus contribué à la hausse trimestrielle du secteur non résidentiel, avec une progression de 13,9 %. L'impulsion en Ontario est venue principalement des projets de construction institutionnelle et commerciale (590 millions de dollars et 881 millions de dollars, respectivement) et dans une moindre mesure, des projets de construction industrielle (430 millions de dollars).

Les gains trimestriels des intentions de construction non résidentielle au Québec (+8,6 %, à 700 millions de dollars) sont à souligner également, ayant atteint la plus forte valeur trimestrielle depuis le troisième trimestre de 1996.

Par contraste, l'Alberta et la Colombie-Britannique ont fait état des baisses les plus considérables dans le secteur non résidentiel. En Alberta (-20,8 %, à 509 millions de dollars), les chiffres doivent être interprétés avec prudence, étant donné le grand projet d'investissement dans l'industrie minière au quatrième trimestre de 1997, qui a porté la valeur des permis à un niveau inégalé depuis le premier trimestre de 1982. Quant à la baisse observée en Colombie-Britannique (-21,5 %, à 484 millions de dollars), elle est venue des projets de construction industrielle et commerciale.

Données stockées dans CANSIM: matrices 80 (niveaux 3 à 7, 16 à 22 et 24 à 32), 129, 137, 443, 989 à 992, 994, 995 et 4073.

Le numéro de mars de *Permis de bâtir* (64-001-XIB, 19 $) paraîtra bientôt.

Les estimations des permis de bâtir d'avril seront diffusées le 4 juin 1998.

Pour plus de renseignements, communiquez avec Joanne Bureau au (613) 951-9689. Internet: *burejoa@statcan.ca*. Pour des renseignements de nature analytique, communiquez avec Alain Paquet au (613) 951-2025, Section des indicateurs courants de l'investissement, Division de l'investissement et du stock en capital. Internet: *paquala@statcan.ca*. □

Valeur des permis de bâtir

	Févr. 1998	Mars 1998	Févr. à mars 1998	4e trimestre de 1997	1er trimestre de 1998	4e trim. de 1997 au 1er trim. de 1998
	données désaisonnalisées					
	millions de $		var. en %	millions de $		var. en %
Canada	**2 952,8**	**2 988,4**	**1,2**	**8 449,0**	**8 504,8**	**0,7**
Résidentiel	1 503,9	1 634,8	8,7	4 517,2	4 602,5	1,9
Non résidentiel	1 448,8	1 353,6	-6,6	3 931,8	3 902,4	-0,7
Terre-Neuve	23,4	18,9	-19,3	38,6	68,0	76,0
Résidentiel	13,4	17,7	31,6	27,5	49,3	79,1
Non résidentiel	9,9	1,2	-88,1	11,1	18,7	68,4
Île-du-Prince-Édouard	5,0	9,6	92,8	22,9	20,5	-10,6
Résidentiel	4,6	6,8	49,3	14,1	14,3	1,4
Non résidentiel	0,4	2,8	561,4	8,7	6,1	-30,1
Nouvelle-Écosse	46,8	38,6	-17,6	146,4	117,0	-20,0
Résidentiel	24,5	18,7	-23,4	84,4	67,4	-20,2
Non résidentiel	22,3	19,8	-11,2	62,0	49,7	-19,9
Nouveau-Brunswick	27,7	39,0	40,7	100,2	100,7	0,5
Résidentiel	18,5	19,2	3,7	58,4	56,6	-3,1
Non résidentiel	9,2	19,9	114,8	41,8	44,1	5,6
Québec	552,0	469,5	-14,9	1 312,8	1370,8	4,4
Résidentiel	228,6	223,1	-2,4	668,6	671,0	0,3
Non résidentiel	323,4	246,5	-23,8	644,1	699,8	8,6
Ontario	1 297,0	1 476,0	13,8	3 683,5	3 973,2	7,9
Résidentiel	672,1	810,1	20,5	2 014,3	2 072,0	2,9
Non résidentiel	624,9	665,9	6,6	1 669,2	1 901,1	13,9
Manitoba	66,7	88,6	32,7	182,9	211,5	15,6
Résidentiel	26,8	26,8	0,3	83,9	91,2	8,7
Non résidentiel	40,0	61,8	54,4	98,9	120,2	21,6
Saskatchewan	33,4	57,9	73,5	191,9	121,8	-36,5
Résidentiel	18,6	18,8	1,3	68,1	55,9	-18,0
Non résidentiel	14,8	39,1	164,3	123,8	66,0	-46,7
Alberta	486,6	394,7	-18,9	1 398,0	1 265,6	-9,5
Résidentiel	252,8	244,2	-3,4	755,5	756,7	0,2
Non résidentiel	233,9	150,5	-35,6	642,4	508,9	-20,8
Colombie-Britannique	411,8	390,6	-5,1	1 348,8	1 247,8	-7,5
Résidentiel	243,1	247,7	1,9	732,0	763,7	4,3
Non résidentiel	168,7	142,9	-15,3	616,7	484,2	-21,5
Yukon	1,7	3,2	92,8	16,9	6,5	-61,7
Résidentiel	1,0	1,2	27,2	9,0	3,5	-60,8
Non résidentiel	0,7	2,0	182,4	7,9	2,9	-62,7
Territoires du Nord-Ouest	0,7	1,6	135,7	6,2	3,1	-49,5
Résidentiel	0,2	0,4	198,0	1,2	0,8	-32,5
Non résidentiel	0,5	1,2	118,5	5,0	2,3	-53,7

Note: *Les données peuvent ne pas correspondre aux totaux en raison de l'arrondissement.*

■

AUTRES COMMUNIQUÉS

Enquête longitudinale sur le lieu de travail et les employés – résultats

1996

Les résultats de l'Enquête longitudinale sur le lieu de travail et les employés de 1996 intitulés *Un milieu de travail en évolution* sont diffusés aujourd'hui.

L'Enquête longitudinale sur le lieu de travail et les employés (ELTE) constitue la première tentative à l'échelle nationale de recueillir des renseignements à la fois sur les établissements et sur leurs employés. Cette initiative permettra d'examiner les expériences des travailleurs en fonction des pratiques de gestion de leurs employeurs, et vice-versa.

Les résultats diffusés aujourd'hui sont basés sur l'enquête-pilote de 1996, effectuée sur une échelle réduite. Dans le cadre de cette enquête, un petit échantillon d'établissements et de leurs employés oeuvrant dans certaines industries spécifiques et localisées dans certaines provinces ont été ciblés. Par conséquent, les données présentées aujourd'hui ne sont pas représentatives de l'ensemble de l'économie canadienne et doivent être considérées comme étant provisoires. Les résultats sont néanmoins représentatifs de certains secteurs (correspondant à des recoupements d'industries et de provinces) et fournissent des renseignements importants sur un certain nombre de questions pour lesquelles les connaissances sont jusqu'à maintenant fort limitées. Le type de stratégie utilisé par les entreprises, la formation des travailleurs, l'adoption de nouvelles technologies et le roulement de la main-d'oeuvre constituent quelques-unes de ces questions. Aux fins de l'ELTE, la première collecte de données à être effectuée pour l'ensemble de l'économie aura lieu au printemps de 1999.

Les résultats de l'Enquête longitudinale sur le lieu de travail et les employés de 1996 sont disponibles dans la publication intitulée *Un milieu de travail en évolution* (71-583-XPF, 20 $), maintenant en vente.

Pour plus de renseignements, communiquez avec Garnett Picot au (613) 951-8214, Division de l'analyse des entreprises et du marché du travail. Voir *Pour commander les publications*. ■

Production et écoulement des produits du tabac

Mars 1998

La production de tabac et les ventes de cigarettes ont augmenté en mars. Parallèlement à la hausse de production (qui a dépassé les ventes), les stocks ont également augmenté pour un troisième mois consécutif.

En mars, 4,4 milliards de cigarettes ont été produites, en hausse de 7 % par rapport à février dernier, mais en baisse de 14 % par rapport à mars 1997. Les livraisons totales ont légèrement augmenté en mars (+2 %, à 4,0 milliards de cigarettes), mais cela représente une baisse de 3 % par rapport aux livraisons de mars 1997.

Le niveau relativement plus élevé de la production a contribué davantage à l'accumulation des stocks, lesquels sont passés à 5,4 milliards de cigarettes, en hausse de 24 %. Si les stocks sont en hausse depuis le creux de décembre dernier, ils sont tout de même demeurés de 19 % inférieurs à ceux de mars 1997.

Données stockées dans CANSIM: matrice 46.

Le numéro de mars de *Production et disposition des produits du tabac* (32-022-XPB, 7 $ / 62 $) paraîtra bientôt. Voir pour *commander les publications*.

Pour plus de renseignements, communiquez avec Peter Zylstra au (613) 951-3511, Division de la fabrication, de la construction et de l'énergie. Internet: *zylspet@statcan.ca*. ■

NOUVELLES PARUTIONS

Statistiques du téléphone, février 1998
Numéro au catalogue: 56-002-XIB
(Canada: 8$/70$; à l'extérieur du Canada: 8$US/70$US).

Disponibilité et écoulement d'énergie au Canada, troisième trimestre de 1997
Numéro au catalogue: 57-003-XPB
(Canada: 43$/141$; à l'extérieur du Canada: 43$US/141$US).

Guide statistique de l'énergie, avril 1998
Numéro au catalogue: 57-601-XDF
(Canada: 284$; à l'extérieur du Canada: 284$US).

Guide statistique de l'énergie, avril 1998
Numéro au catalogue: 57-601-UPB
(Canada: 387$; à l'extérieur du Canada: 387$US).

Un milieu de travail en évolution, résultats de l'Enquête longitudinale sur le lieu de travail et les employés, 1996
Numéro au catalogue: 71-583-XPF
(Canada: 20$; à l'extérieur du Canada: 20$US).

Les prix n'incluent pas les taxes de vente.

Les numéros au catalogue se terminant par: -XIB ou -XIF représentent la version électronique en vente sur Internet, -XMB ou -XFB la version microfiche et -XPB ou -XPF, la version papier.

Pour commander les publications

Simplifiez vos recherches en feuilletant le *Catalogue de Statistique Canada* (11-204-XPF, Canada 16$; à l'extérieur du Canada: 16$US). L'index des mots-clés vous aidera à trouver des données statistiques sur l'activité économique et sociale.

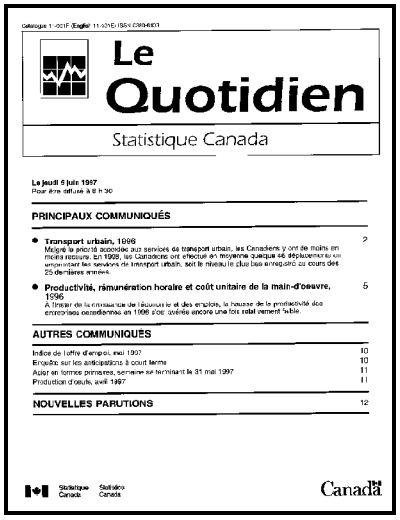
Pour commander les publications par téléphone:

Ayez en main: • Titre • Numéro au catalogue • Numéro de volume • Numéro de l'édition • Numéro de VISA ou de MasterCard.

Au Canada et aux États-Unis, composez:	**1 800 267-6677**
Pour les autres pays, composez:	**1 613 951-7277**
Pour envoyer votre commande par télécopieur:	**1 800 889-9734**
Pour un changement d'adresse ou pour connaître l'état de votre compte:	**1 800 700-1033**
Internet:	**order@statcan.ca**

Pour commander par la poste, écrivez à: Gestion de la circulation, Division des opérations et de l'intégration, Statistique Canada, Ottawa, K1A 0T6. Veuillez inclure un chèque ou un mandat-poste à l'ordre du **Receveur général du Canada/Publications**. Au Canada, ajoutez 7 % de TPS et la TVP en vigueur.

Les agents libraires agréés et autres librairies vendent aussi les publications de Statistique Canada.



Le Quotidien

Statistique Canada

Le jeudi 5 juin 1997
Pour être diffusé à 8 h 30

PRINCIPAUX COMMUNIQUÉS

- **Transport urbain, 1996** 2
  Malgré la priorité accordée aux services de transport urbain, les Canadiens y ont de moins en moins recours. En 1996, les Canadiens ont effectué en moyenne quelque 46 déplacements en empruntant les services de transport urbain, soit le niveau le plus bas enregistré au cours des 25 dernières années.
- **Productivité, rémunération horaire et coût unitaire de la main-d'oeuvre, 1996** 5
  A l'instar de la croissance de l'économie et des emplois, la hausse de la productivité des entreprises canadiennes en 1996 s'est avérée encore une fois relativement faible.

AUTRES COMMUNIQUÉS

Indice de l'offre d'emploi, mai 1997 10
Enquête sur les anticipations à court terme 10
Acier en formes primaires, semaine se terminant le 31 mai 1997 11
Production d'oeufs, avril 1997 11

NOUVELLES PARUTIONS 12

Statistique Canada Statistics Canada

Canada

Bulletin officiel de diffusion des données de Statistique Canada

Numéro au catalogue 11-001F.

Publié tous les jours ouvrables par la Division des communications, Statistique Canada, Immeuble R.-H.-Coats, 10e étage, section G, Ottawa, K1A 0T6.

Pour consulter *Le Quotidien* sur Internet, visitez notre site à l'adresse *http://www.statcan.ca*. Pour le recevoir par courrier électronique tous les matins, envoyez un message à listproc@statcan.ca. Laissez en blanc la ligne de l'objet. Dans le corps du message, tapez: subscribe quotidien prénom et nom.

Rédacteur: Alain Garneau (613) 951-1187, garnala@statcan.ca
Chef de la Diffusion officielle: Chantal Prévost (613) 951-1088, prevcha@statcan.ca

Publication autorisée par le ministre responsable de Statistique Canada. © Ministre de l'Industrie, 1998. Il est permis de citer la présente publication dans les journaux et les magazines ainsi qu'à la radio et à la télévision à condition d'en indiquer la source: Statistique Canada. Toute autre forme de reproduction est permise sous réserve de mention de la source, comme suit, dans chaque exemplaire: Statistique Canada, *Le Quotidien*, numéro 11-001F au catalogue, date et numéros de page.